Le mois

Interview croisée PTB/VB : combattre l'extrême droite ne s'improvise pas

Azzedine Hajji

L'interview croisée de Peter Mertens, président du Parti du travail de Belgique (PTB), et de Tom Van Grieken, président du Vlaams Belang (VB), publiée dans le journal flamand *De Zondag* le 22 décembre dernier[1] a créé la polémique. Incompréhension pour les un·e·s, preuve irréfutable de l'appartenance des deux partis au même registre populiste et dangereux pour les autres, il a suscité de nombreuses indignations visant un PTB accusé d'avoir rompu le consensus francophone autour du cordon sanitaire appliqué à l'extrême droite. Le parti s'en défend cependant, invoquant la nécessité de combattre frontalement l'extrême droite pour l'endiguer.

Loin de regretter sa décision de débattre directement avec le président du VB après la vive polémique, côté francophone, le PTB continue de défendre la légitimité de sa position. Par la voix de son chef de groupe au Parlement wallon, il affirme que la situation au nord du pays est différente de la nôtre puisque le VB y réalise des scores très importants qui ne peuvent plus être ignorés, ce qui implique de le combattre frontalement. Il ajoute, par ailleurs, que d'autres personnalités politiques flamandes se sont déjà prêtées à un tel exercice médiatique, avec un résultat pour le moins désastreux puisqu'elles finissaient par reprendre une partie de l'argumentation du VB, au contraire du président du PTB qui aurait fait preuve d'une grande hostilité lors de l'entretien[2]. Le porte-parole du parti en a ensuite surenchéri en déclarant que l'électorat du VB s'est construit historiquement dans les « bastions rouges » de la Flandre, ce type de confrontation médiatique étant alors nécessaire pour (re)conquérir un électorat qui s'est laissé envouter par les sirènes de l'extrême droite. Invitant d'abord à lire attentivement le contenu de l'interview avant de blâmer son parti, il affirme la nécessité de débattre directement face à l'extrême droite pour avoir l'opportunité d'en démonter les arguments.

Il est un fait que le cordon sanitaire médiatique n'est plus respecté depuis de nombreuses années en Flandre, le VB étant régulièrement invité à s'exprimer dans plusieurs médias, et les formations politiques majeures acceptant par ailleurs de débattre avec lui. Pis, le processus de normalisation est à ce point avancé qu'il est désormais aussi invité dans des manifestations ne relevant pas du strict registre politique, notamment dans cette récente émission pour enfants de la télévision publique flamande diffusée au mois de mai dernier en pleine campagne électorale : tou·te·s les président·e·s de partis flamands (sauf celui du PTB) y ont été invité·e·s, entre autres pour des séquences visant à amuser la galerie et pour y expliquer leur programme politique à un public de jeunes enfants[3]. À cet égard, il est peu cohérent de reprocher exclusivement au PTB ce que toutes les autres formations politiques flamandes se permettent. Ce parti est en quelque sorte victime de sa

1 | Cobbaert P., « Peter Mertens (PVDA) *versus* Tom Van Grieken (Vlaams Belang) : "Links is bang. Dat is de grote fout. Rechts durft wél boksen" », *De Zondag*, 22 décembre 2019, https://bit.ly/37Dc0yn.

2 | Bourton W., « Mertens (PTB) en interview avec Van Grieken : fallait-il rompre le cordon médiatique autour du Vlaams Belang ? », *Le Soir*, 22 décembre 2019.

3 | Lallemand C., « Quand Bart de Wever danse (très mal) le "Skibidi" dans une émission flamande pour enfants », *Le Vif*, le 13 mai 2019, https://bit.ly/2UkLBSG.

structure unitaire qui implique une association systématique de toute initiative à ses deux composantes, francophone et néerlandophone. Cependant, c'est bien une personnalité flamande de ce parti qui s'est prêtée à l'exercice du débat commun avec l'extrême droite, de sorte que la position du PTB francophone est finalement assez proche de celle de tout le landernau particratique au sud du pays qui est bien forcé d'accepter, bon an mal an, que leurs homologues flamands débattent, prennent la pose ou dansent le « Skibidi » aux côtés du président du VB.

L'argumentation employée par le PTB parait bien plus problématique par contre : puisque les résultats électoraux de l'extrême droite sont importants en Flandre, il devient légitime de ce fait de se mesurer à elle dans l'arène médiatique dans cette partie du pays. La substance politique du cordon sanitaire s'en retrouve ainsi niée : refuser la légitimité de la parole médiatique à toute organisation qui rejette explicitement les principes d'égalité et de non-discrimination qui sont au fondement de toute communauté politique réellement démocratique[4]. À supposer néanmoins qu'en matière de lutte contre l'extrême droite, s'arcbouter sur ses principes puisse se révéler stratégiquement improductif, encore faut-il être capable de faire face avec pertinence à ses arguments. C'est ce qu'affirment les représentants du PTB en invitant à lire avec attention le contenu de l'interview pour juger de la légitimité de leur démarche. Or, de ce point de vue, l'attitude très agressive du président du PTB durant l'entretien envers son homologue du VB ne revient pas, tant s'en faut, à démonter son argumentation.

Quand le président d'un parti « marxiste » défend le « Flamand qui travaille dur »…

Revenons donc précisément sur cette interview. La première question qui a été adressée par le journaliste au président du PTB était de déterminer qui a tort des deux : les médias flamands qui acceptent de donner la parole au VB ou leurs homologues francophones qui la refusent catégoriquement ? D'emblée, Peter Mertens refuse de se positionner clairement (« Je ne vais pas dire aux médias ce qu'ils doivent faire ») et ne défend pas l'application du cordon sanitaire, y compris par les médias francophones. Au passage, c'est donc aussi la position des leadeurs francophones de son parti qu'il dément. Il poursuit sa réponse en considérant que la progression de l'extrême droite en Europe ne doit pas être niée, et qu'il faut donc entendre la colère de son électorat. Mais de quelle colère parle-t-on ? Les ressorts du vote en faveur de l'extrême droite sont multiples et difficiles à cerner[5]. Peut-on dès lors tous les amalgamer comme le fait le président du PTB au risque de considérer les formes les plus exacerbées de racisme et de xénophobie comme devant aussi être prises en considération ? La position qu'il tient ne manque pas d'ambigüité et l'on sent que Peter Mertens ne souhaite pas heurter cet électorat qu'il convoite tant, y compris s'il vote en faveur du VB pour les pires des raisons.

Plus loin dans l'entretien, il est ensuite question du cout potentiel de la scission du pays. Peter Mertens évoque le montant exorbitant de la dette publique pour affirmer qu'une telle décision serait de la folie. Le président du VB lui répond que, grand seigneur, il accepterait que la Flandre assume 60 % de cette dette.

4 | Hajji A., « Les deux fronts de la lutte contre l'extrême droite », *La Revue nouvelle*, n° 7, juillet 2019, p. 2-6, https://bit.ly/2u6asis.

5 | Voir, par exemple, Mauger G. et Pelletier X., *Les classes populaires et le FN. Explications de vote*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2007.

En retour, Peter Mertens s'interroge d'une manière qui s'apparente à de la surenchère nationaliste : ce serait donc au « Flamand qui travaille dur » de payer cette somme ? On sait pourtant à quel point ce type d'expression charrie des représentations (le Flamand opposé à celui qui ne l'est pas, le courageux travailleur opposé à l'oisif qui profite du travail du premier) peu compatibles avec une analyse marxiste de la société…

Évoquant par après la situation politique fédérale, le journaliste demande si l'année 2020 verra l'installation d'un gouvernement fédéral ou l'organisation de nouvelles élections. Peter Mertens indique alors pressentir la mise en place d'un arc-en-ciel élargi au CD&V, une coalition de perdants comme il la nomme. Le président du VB ne manque pas alors de lui rétorquer qu'il se met déjà à reprendre sa propre rhétorique sur cette question, en laissant voler un grand éclat de rire auquel le président du PTB n'oppose qu'un silence (gêné ?). Dans l'absolu, qualifier ainsi cette coalition peut sembler anodin. Mais en creux, ce silence approuve la thèse du VB qui se désigne comme gagnant de l'élection. On pourrait rétorquer qu'il s'agit là de la vérité incontestable des chiffres. Mais cette affirmation est très relative : les résultats du VB ont certes progressé, mais il n'est pas le premier parti de Flandre, il n'est que le troisième parti à la Chambre et ses voix ne représentent que 12 % de l'électorat belge. Tout cela, le président du PTB omet de le citer, reconnaissant tacitement la « victoire » du VB, probablement pour éviter de relativiser le supposé succès de son propre parti. Car le PTB s'autoproclame aussi gagnant des élections sur la base de ses résultats en progression, parvenant à un score de… 9 % des voix (et à peine plus de 5 % au niveau régional flamand).

Pour terminer, en fin d'interview, il est demandé à chacun des protagonistes de poser une question à son alter ego. Tom Van Grieken commence par demander à Peter Mertens s'il serait susceptible d'approuver ne serait-ce qu'une seule proposition du VB. Il lui répond avec vigueur par la négative.

Quand vient ensuite le tour de M. Mertens, voici quelle a été sa demande : quel salaire le président du VB pense-t-il mériter en tant que député et dirigeant de parti ? Il lui est répondu la somme de 5 000 euros nets ; la réplique du président du PTB fuse : le masque tombe, voilà ce que répond une personne qui se prétend « anti-establishment » alors que Peter Mertens ne s'octroie, lui, que 2 000 euros.

De la part d'un parti qui affirme la nécessité stratégique de rompre le cordon sanitaire pour lutter efficacement contre le discours raciste et fasciste de l'extrême droite, on était en droit de s'attendre à autre chose.

Cette fin d'interview aurait pu être l'occasion de demander au président du VB les raisons qui légitimeraient de ne pas poursuivre les employeurs ou les propriétaires qui s'adonnent à des discriminations (ce que le VB défend dans son programme électoral).

M. Mertens aurait pu aussi exiger du VB de se justifier sur son acharnement depuis de nombreuses années à vouloir retirer aux femmes le droit à l'avortement. Voilà des questions qui auraient davantage poussé le VB à dévoiler sa véritable nature idéologique derrière l'image policée qu'il tente de donner.

Au lieu de cela, le président du VB finit par lui répondre que leurs deux salaires représentent exactement le même cout pour les finances publiques, révélant en creux que, si le président du PTB ne poursuit pas certes un objectif

d'enrichissement personnel sur le dos des contribuables, cette affirmation est moins vraie s'agissant de remplir les caisses de son propre parti[6].

La lutte contre l'extrême droite sacrifiée sur l'autel de l'électoralisme

Alors certes, certaines saillies de M. Mertens ont davantage manifesté une opposition idéologique avec le VB. Comme lorsqu'il a soutenu que le réfugié syrien n'est pas responsable de la pauvreté en Belgique comme le prétend le VB, mais plutôt la privatisation des services publics et le montant trop faible des pensions. Et à l'argument sur le cout important de la migration qui grèverait leur financement, le président du PTB répond que les richesses sont disponibles, mais qu'elles se concentrent dans les mains d'une minorité, raison pour laquelle il préconise la mise en œuvre d'une taxe des millionnaires. Cette argumentation, aussi pertinente soit-elle, ne touche cependant qu'une partie du cœur idéologique de l'extrême droite. En effet, et de manière implicite, cet échange tisse malgré tout en toile de fond l'idée que le droit d'asile pourrait effectivement être un problème s'il est susceptible de représenter un cout significatif pour la collectivité. Pour Peter Mertens ce n'est heureusement pas le cas, donc tout va bien, allons juste chercher l'argent là où il se trouve, dans la poche des riches. Mais, pour reprendre cet exemple du réfugié syrien, lui offrir l'asile politique ne relève-t-il pas avant tout d'une responsabilité collective que nous devons assumer (en vertu de nos engagements internationaux notamment), y compris si cela doit représenter un cout significatif pour la société ? La véritable opposition à l'idéologie défendue par l'extrême droite ne se marque-t-elle pas à ce niveau ? N'était-ce pas là l'enjeu qui aurait valu la peine de rompre le cordon sanitaire ?

Une autre illustration de cette doxa, largement plus partagée qu'on ne le pense, est donnée par la récente polémique autour des propos du ministre président de la Région flamande : de supposées familles de réfugié·e·s seraient parvenues à devenir propriétaires d'un bien immobilier grâce à l'argent perçu des allocations familiales. De nombreuses voix indignées se sont élevées pour contredire ces propos argüant du fait, calculs en tout genre à l'appui, qu'une telle situation est techniquement impossible. Mais bien peu ont souligné le véritable enjeu idéologique de cette polémique : quand bien même ces familles seraient effectivement devenues propriétaires de leur habitation, est-ce un crime (plutôt qu'un signe d'intégration aux coutumes locales) dans un pays qui affirme avoir une « brique dans le ventre » ? Faudrait-il, le cas échéant, réduire le montant des allocations en faveur de cette catégorie de familles[7] et éviter ainsi de heurter nos représentations du « bon » réfugié : celui qui doit rester cantonné dans son statut permanent d'inférieur et pour qui l'humiliation doit être le prix perpétuel à payer pour bénéficier du « privilège » qui lui a été accordé ? En esquivant la véritable question politique qui se tramait derrière cette polémique, c'est tout l'arrière-plan idéologique défendu par celui qui l'a provoquée qui s'est constitué en consensus médiatique. Et c'est dans ce même traquenard que Peter Mertens s'est globalement laissé piéger durant son entretien avec le président du VB.

6 | Les mandataires du PTB rétrocèdent, en effet, à leur parti (plutôt qu'à l'État) la fraction de leur salaire qu'ils n'empochent pas.

7 | Et ainsi corriger les « anomalies » déplorées par l'ex-président du CD&V, voir « Allocations familiales rétroactives aux réfugiés. "Les exceptions ne peuvent être exclues" », dépêche Belga du 29 décembre 2019, https://bit.ly/37sa23E.

Finalement, sa principale obsession tout au long de l'interview aura été de démontrer que le VB n'est pas un parti qui s'oppose à l'ordre établi, cherchant ainsi à se présenter comme le seul authentiquement opposé à « l'establishment ». Moins qu'une volonté affirmée et acharnée de déconstruire l'idéologie défendue par l'extrême droite, Peter Mertens aura surtout fait ici la démonstration d'une stratégie électoraliste consistant à s'appuyer sur la popularité du VB en Flandre pour tenter de lui siphonner son électorat. Stratégie qui s'est logiquement soldée par un échec et s'est même retournée contre lui tant son malaise et sa crispation se sont fait ressentir du début à la fin de l'interview. Tout le contraire d'un président du VB fanfaronnant à tout va, ne cessant de plaisanter et de chercher une connivence avec son homologue du PTB à qui il s'est adressé maintes fois avec familiarité en l'apostrophant par son seul prénom.